

---

## Chronique du livre

André Joyal  
Université du Québec à Trois-Rivières

---

**Franck Moulaert et Jacques Nussbaumer,**  
*La logique sociale du développement territorial,* Québec, Collection Géographie Contemporaine, Presses de l'Université du Québec, 2008, 139 p.

La collection *Géographie contemporaine* invite les géographes et autres spécialistes de disciplines connexes à offrir leurs points de vue sur les diverses problématiques territoriales en considérant que toutes les questions relatives aux territoires se trouvent au cœur des débats sociaux de notre époque. Deux économistes belges ont saisi la perche qui leur était tendue : un jeune, Jacques Nussbaumer qui a soutenu en 2002 sa thèse de doctorat et un auteur prolifique en la personne de Frank Moulaert, professeur à mon *alma mater* devenu depuis la fin des années 1960 la Katholieke Universiteit Leuven. Ce dernier a été le conférencier invité lors du dernier congrès annuel de Solidarité Rurale. Une invitation on ne peut plus méritée si on en juge par les 29 références bibliographiques - dont une bonne part publiée en anglais, seule ou avec d'autres dont le coauteur de cet ouvrage qui tel un cycliste bien avisé a su se placer dans la roue de son leader. Les autocitations, on l'aura deviné, sont abondantes, mais, comme le veut l'adage : n'est-on pas mieux servi que par soi-même?

L'ouvrage est de dimension modeste. Il contient six chapitres ayant cinq ou six sections et autres sous-sections. On comprend l'intention des auteurs, en introduction, d'annoncer une présentation simplifiée et synthétisée du concept d'innovation sociale. Et c'est ce qu'apprécieront bon nombre de

lecteurs d'O&T avant tout intéressés par l'opportunité d'être initiés ou sensibilisés à divers concepts reliés à la problématique territoriale. Tel que précisé, les auteurs utilisent ici le concept d'innovation sociale comme principe fondateur de l'action stratégique du développement territorial, des politiques publiques locales et régionales et des transformations des structures des communautés locales comme de leur gouvernance. Ces intentions étant affichées, le lecteur sait à quoi s'en tenir en prenant l'ouvrage en main.

Dans un premier chapitre, consacré à la redécouverte de l'espace, de son économie et des liens sociaux, les auteurs visent à montrer que l'innovation, d'abord technique et technologique, puis organisationnelle et sociale, se situe au cœur des préoccupations entourant le développement. Un intéressant survol de la littérature des trente dernières années nous fait passer de la critique des modèles traditionnels à la croissance endogène non sans occulter les limites de ces derniers pour en arriver aux modèles territoriaux d'innovation. Ici on a droit à quelques clins d'œil aux travaux du Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI), à Troisième Italie et ses districts industriels, au rôle des institutions pour terminer cette fois avec les limites de ces mêmes modèles. Comme quoi rien n'est parfait en ce monde, ce qui conduit tous les chercheurs, à l'instar des sportifs de haut niveau, à vouloir aller au-delà des limites.

Dans le chapitre suivant, *Développement et territoire : qu'en disent les anciens?* Le jeune coauteur se voit accorder une exceptionnelle marge de manœuvre en s'attardant à la pensée

---

allemande du XIX<sup>e</sup> siècle qui a fait l'objet de sa thèse de doctorat. Comme on se veut synthétique et concis, une courte page est consacrée aux fondements de l'économie du développement. A. Hirschman, dont le *Stratégie pour un développement économique* (1964) m'avait tant nourri lors de mon séjour à Louvain, est cité un certain nombre de fois à partir d'un ouvrage publié en 1984. On retrouve cet auteur en compagnie de G. Myrdal dans une autre page où le concept de développement est remis en cause. Ceux qui aiment la concision seront bien servis. Une dernière section de ce deuxième chapitre, toujours d'une page, tente de fournir une définition du développement régional. Mais pour en savoir plus sur un développement assorti du qualitatif « territorial » le lecteur est invité à lire les chapitres subséquents.

Les choses se précisent avec le chapitre *Des lectures de l'innovation sociale*. Celle-ci, à travers la contribution d'un certain M. Mumford, apparaît clairement. Il en est de même pour l'incontournable capital social avec ses trois caractéristiques telles que mises en évidence par R. Putnam : réseaux, normes et confiance. Et on en arrive à l'économie sociale, dont l'auteur de ces lignes en a fait son pain et son beurre dans les années 1980. Un rappel utile de F. Moulaert : une vraie entreprise d'économie sociale, en plus d'avoir une finalité évidemment sociale se doit de redistribuer tout en étant gérée collectivement par ses agents de production. Un très utile tableau synthèse permet d'y voir plus clair à la faveur d'une comparaison entre l'économie sociale, le troisième secteur et l'économie solidaire, appuyée sur cinq critères parmi lesquels on trouve les rapports de propriété et de contrôle et l'orientation vers le marché.

Dans un chapitre subséquent intitulé *La région sociale, la production et la reproduction régionales*, on trouve une intéressante matrice montrant les interactions entre les quatre types

de capitaux : le capital écologique, le capital social, le capital humain et le capital économique privé. Les investissements dans les machines, les usines et les administrations résultent des interinfluences entre le capital économique privé et... le capital économique privé, alors que le croisement entre le capital humain et le capital humain dégage une amélioration des savoir-faire et des connaissances.

Mais, pourrait-on se demander : qu'est-ce qu'une « région sociale »? La réponse des auteurs réfère à un concept social où les relations de marché sont prises en compte au même titre que d'autres types d'interactions, estimées en fonction de leur contribution au bien-être et à la richesse des populations. Une figure présente de façon claire et précise la logique du développement communautaire (un concept que les Européens francophones/files ont importé du Québec) au sein de la région sociale. S'y trouvent réunies cinq dimensions : la mise en réseau, la gouvernance, l'innovation, le développement endogène et les économies d'agglomération. Le dernier chapitre *De l'innovation sociale à l'innovation sociale territoriale* se veut particulièrement original en visant la confrontation des deux trajectoires développées tout au long du volume : celle mettant en évidence les rapports entre l'innovation sociale et le développement territorial.

L'ouvrage pourra laisser sur leur faim les lecteurs les plus avertis sur les questions traitées et ces mêmes lecteurs pourront se trouver agacés par les passages aux allures très scolaires où les auteurs ont cru bon d'appuyer chaque phrase sur d'autres auteurs ou sur leurs propres travaux. Bien sûr, ce ne sont pas les jeunes chercheurs peu familiers avec la littérature se rapportant aux questions territoriales qui vont s'en plaindre. Ils y puiseront une gamme d'informations très utiles pour la suite de leurs propres travaux. Il en va de même pour les praticiens du développement

---

local/territorial qui depuis qu'ils ont quitté les bancs de l'université ne trouvent pas le temps d'approfondir leurs connaissances par la lecture de savants traités sous la forme de « brique ». Cet ouvrage saura répondre à leurs désirs de se familiariser avec certaines idées ou certains concepts sans devoir y investir trop de temps et d'argent.

\*\*\*

**Rodrigue Tremblay, *Le code pour une éthique globale*, Montréal, Liber, 2009, 287 p.**

Voici un ouvrage qui pourra surprendre les lecteurs de O&T, car il n'est pas question — du moins de façon explicite — de territoires. Quant à ce qui se rapporte à l'organisation, c'est de celle de la société dans son ensemble qu'il est question, par la référence à dix règles humanistes sur lesquelles elle devrait reposer afin de s'assurer d'affronter avec succès les défis auxquels elle doit faire face. Rodrigue Tremblay, détenteur d'un Ph. D. de Stanford University, est professeur émérite d'économie de l'Université de Montréal. Les gens de ma génération se rappelleront des années où il fut dans le premier cabinet de René Lévesque ministre de l'Industrie et du Commerce. Auteur prolifique, mes propres étudiants ont pu bénéficier de ses ouvrages de micro et de macroéconomie. Par ce volume d'un genre tout à fait différent, l'auteur ambitionne ici de montrer qu'entre l'absence totale de morale et d'éthique et des normes morales religieuses inadéquates, la seule voie morale qui s'ouvre aux citoyens du monde est humaniste, rationnelle et universelle.

En préface, Paul Kuritz, président fondateur du *Council for Secular Humanism* considère que face aux problèmes contemporains qui menacent l'humanité, il existe un scénario de nature optimiste. C'est le scénario humaniste

qui postule qu'en mettant l'accent sur la raison, la science et la technologie en tant que facteurs essentiels pour améliorer la condition humaine, les êtres humains sont en mesure d'affronter les défis énormes qui se présentent à eux en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Mais, pour ce faire, le monde aurait besoin d'un nouveau siècle des Lumières qui réaffirmerait la primauté de la raison, de la science, de l'éducation et de la démocratie. C'est ce que cherche à démontrer Rodrigue Tremblay en puisant dans son immense culture. L'humanisme se trouve défini ici comme une vision philosophique de l'humanité et de l'existence humaine qui proclame la dignité inhérente de tous les êtres humains et leur valeur intrinsèque, sans référence aucune aux superstitions et à la notion de surnaturel. L'humanisme rationnel, comme il est signalé, fait appel à la logique et à la science pour comprendre l'univers et pour résoudre les problèmes de l'existence, en invitant chacun à vivre une vie morale de la meilleure des façons possibles.

Chacun des dix chapitres du volume se trouve lié à une règle propre à l'humanisme. Ainsi, le deuxième chapitre *Respect* se réfère à la règle qui proclame le respect de la vie et de la propriété d'autrui en tout temps. Les extrémistes de gauche comme de droite sont invités à s'abstenir. On y trouve les cinq principales catégories de lacune des marchés, lesquelles se rapportent aux biens publics, aux monopoles, aux externalités négatives, aux informations incomplètes et aux disparités excessives dans la répartition de la richesse. On l'aura compris, ici l'État a un rôle à jouer, l'auteur étant toujours à ce qu'il me semble, d'obéissance keynésienne. Mais il ne manque pas de mettre en garde contre des interventions étatiques susceptibles de susciter le choléra en voulant combattre la peste. C'est pourquoi Tremblay recommande la mise en branle d'une réforme du rôle régulateur de l'État avant d'entreprendre une réglementation en profondeur des marchés privés.